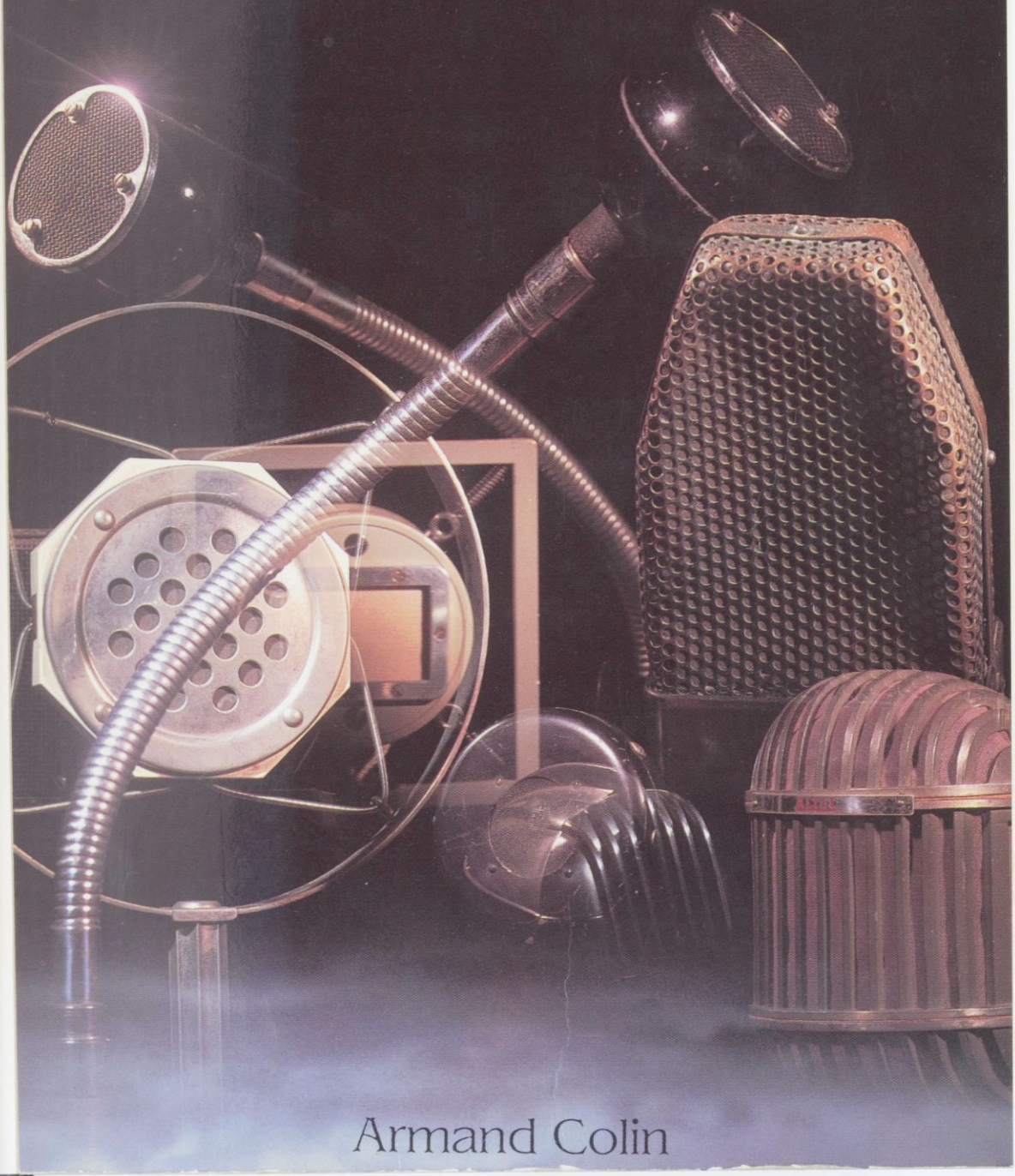
La guerre des ondes

Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale



Armand Colin

LF 678
La 42 1939-40

La guerre des ondes

Volonté-Douleur.
C'est comme si le ciel se mettait
à parler mille et
mille langues diverses.

APOLLINAIRE

8° V
87164

L'ouvrage, publié à l'initiative de la Communauté des Radios Publiques de Langue Française, est l'œuvre d'un collège d'auteurs qui se sont réparti la matière comme suit:

FRANCE
Jean-Louis Crémieux-Brilhac et Hélène Eck
avec le concours de Charles Louis Foulon
pour la Société Radio France (SRF).

BELGIQUE
Jean Dujardin pour la Radio Télévision Belge
de la Communauté Française (RTBF).

SUISSE
Geneviève Billeter pour la Radio Suisse Romande (RSR).

CANADA
Gérard Laurence pour la Société Radio-Canada (SRC).

Coordination: Hélène Eck.

COMMUNAUTÉ DES RADIOS PUBLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE

Ouvrage publié sous la direction d'Hélène Eck

La guerre des ondes

Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale

PRÉFACE DE JEAN-NOËL JEANNENEY

ARMAND COLIN, PARIS · PAYOT, LAUSANNE
COMPLEXE, BRUXELLES · HURTUBISE HMH MONTRÉAL

DI - 21-11-1985 - 32137

Diffusion:

FRANCE
Armand Colin Editeur, 103,bd Saint-Michel, 75005 Paris

BELGIQUE
Editions Complexe, 24, rue de Bosnie, 1060 Bruxelles

SUISSE
Editions Payot Lausanne, 1002 Lausanne

CANADA
Editions Hurtubise hmh 1tée, 7360,bd Newmann,
Ville LaSalle (Québec) H8N 1X2

© 1985 Payot Lausanne et Armand Colin, Paris
ISBN 2-601-00475-4 ISBN 2-200-37090-3 R4420

Préface

Faut-il d'entrée de jeu justifier l'entreprise? Sa portée symbolique, institutionnelle, amicale, n'a guère besoin d'être illustrée. La communauté des Radios Publiques de Langue Française qui a suscité le projet témoigne, en lui donnant vie, de sa capacité à unir les efforts de quatre pays amis: elle incarne ainsi, si je puis dire, une connivence désormais bien solide. En termes intellectuels, en revanche, le propos exige peut-être davantage d'être défendu car j'entends déjà les murmures de quelques lecteurs réticents. N'y-a-t-il pas quelque excès d'audace à prétendre ramasser dans un ouvrage unique – quelle que soit l'unité chronologique et thématique de la guerre – des situations par nature profondément dissemblables?

Le péril, dès l'origine, était double. Le premier risque était de plaquer sur la diversité des choses une synthèse artificielle aboutissant à un ensemble aux contours trop nets, les notions «attrape-tout» de propagande et de francophonie ne pouvant suffire à créer l'unité. En sens inverse, à trop insister sur les pratiques radiophoniques particulières à chaque Etat, on courait le danger d'aboutir à un livre en forme d'habit d'Arlequin, qui laisserait sur l'impression désagréable d'une juxtaposition arbitraire de situations irréductibles les unes aux autres. Eh bien! chacun jugera si les auteurs, travaillant en attentive intimité, ont réussi à tenir le cap entre ces deux écueils. Il me semble pour ma part qu'ils ont efficacement prouvé que l'unité du sujet n'était pas rhétorique.

S'impose aux yeux d'abord la similitude d'une situation générale qui installe toutes les radios en état de guerre – jusques et y compris celles de pays très préoccupés de protéger leur neutralité de la façon la plus sourcilleuse: je pense à la Suisse ou à la Belgique jusqu'à l'invasion. Dans cet environnement-là, les besoins ordinaires des gouvernements du temps de paix se font nécessités vitales: préserver leur souveraineté, affirmer leur légitimité face aux divisions et aux menaces de dissidences, rassembler autour de leurs choix et de leurs vérités propres leurs opinions publiques, leur expliquer leur dessein et les convaincre de sa validité.

Partout, d'autre part – et c'est un autre facteur d'unité – la radio émerge promptement comme premier outil de persuasion et comme outil de combat, affirmant en cette occurrence une efficacité très supérieure à celle de la presse écrite. D'un coup la guerre balaie les scrupules démocratiques des dirigeants de ces quatre pays où la radio jouissait en 1939 d'un régime de libéralisme assez général. Désormais impressionnés par la formidable ambition des propagandes radiophoniques que déploient les dictatures, ils acceptent bon gré mal gré de se convertir à des méthodes d'intervention et de contrôle hâtivement apprises et éprouvées.

La radio s'installe comme supérieure à la presse écrite parce qu'elle témoigne, quand les événements se bousculent, de sa capacité spécifique d'adaptation instantanée à l'inattendu. Le lecteur en jugera, par exemple, dans ces pages, du côté de la Belgique, au moment de l'invasion de l'URSS par les armées allemandes. La radio tire aussi

sa force d'être comme lovée au centre de la vie familiale, touchant plus aisément les émotivités personnelles. Et c'est enfin par excellence un media de combat: seule capable de franchir les frontières qu'a fixées provisoirement le sort des batailles, elle est d'emblée l'arme de ceux qui refusent la défaite – ce dont témoigne au premier chef la belle histoire des Français et des Belges accueillis à la BBC après juin 1940.

Troisième facteur d'unité enfin: la francophonie. Pendant toute la période, elle constitue pour les quatre Etats considérés, au-delà de leur éclatante diversité politique, tout à la fois un enjeu et un atout. Savait-on que la campagne des «V», d'effet si considérable en France, fut en réalité une initiative de l'équipe des gens de radio belges installés à la BBC à Londres? Le message aurait-il été aussi bien compris en France, accepté et promu, s'il n'était venu de si proches cousins? En sens inverse, la «Voix de la France» (c'est le titre générique des émissions internationales de Vichy) s'est efforcée de conforter, de l'autre côté de l'océan, le nationalisme des Québécois et leurs réticences devant la conscription en rappelant inlassablement aux Canadiens français leur communauté d'esprit et de culture avec la France en face de «l'impérialisme» britannique dépeint comme toujours perfide et toujours menaçant. Et l'on verra que ce message-là est bien passé, au point même d'inquiéter, dans les derniers temps, les autorités fédérales d'Ottawa. En France enfin, la mémoire collective, oubliant les nuances et l'évolution des analyses de René Payot, associe instinctivement le nom du journaliste suisse romand aux grandes «voix de la liberté» et cela d'autant plus spontanément que ces émissions lui valurent les invectives de Philippe Henriot.

Je me garderai bien de proposer une ligne de lecture privilégiée pour un ouvrage très riche où chacun pourra butiner à loisir. Mais voici soulignées quelques-unes de ses richesses.

Elles concernent en premier lieu, comme il est naturel, les politiques radiophoniques elles-mêmes, la lente mise en place des institutions adéquates, l'évolution des organismes, leurs relations avec la censure... et beaucoup de confusions et d'incertitudes, le plus souvent, dans la mise en place. Cela est clair en Suisse où l'auteur peut parler de «confusion institutionnelle», aussi bien qu'au Canada où la propagande (terme, au demeurant, longtemps considéré avec suspicion) paraît flottante jusqu'en 1942, aussi bien qu'en France, où le désordre qui préside à la mise en place du secrétariat général à l'Information en 1939 perdure au-delà sous Vichy, et qu'en Belgique, enfin, où l'Institut national de radiodiffusion et le ministère de l'Information entretiennent en 1939-1940 des relations fort ambiguës. De quoi résultent bien des incertitudes dans la définition des contenus.

Au surplus, comme toujours, il faut «périodiser» (comme dit le jargon des historiens). Le livre montre bien – sans surprendre – l'influence considérable de l'évolution générale de la guerre sur l'évolution des politiques radiophoniques. Voyez le Canada qui connaît un tournant à l'automne 1942 («la guerre n'est plus à expliquer mais à gagner»). Voyez la France, où, au même moment, le ton de la radio de Vichy s'infléchit nettement dans le sens de la collaboration active, tandis que les gaullistes s'efforcent de maintenir contre vents et marées la souveraineté radiophonique de la France libre malgré des relations très tendues avec les Alliés. Voyez les Belges qui

affirment une même souveraineté par la fondation solennelle au Congo de la Radiodiffusion nationale belge...

Un autre objet d'intérêt est l'occasion offerte de voir évoluer la guerre au plus près de la vie quotidienne – tout simplement parce que le projet de la propagande radiophonique est souvent de faire comprendre et accepter l'extraordinaire, aussi horrible soit-il, sur un mode familier et comme naturel.

Le souci constant de faire passer le message à travers le divertissement suscite partout la contamination des styles par la propagande. C'est la persuasion par la séduction. Qu'on se reporte aux «radio-romans couleur kaki» au Québec, à l'utilisation du courrier des auditeurs au service de l'occupant par Radio Paris dans l'émission «La Rose des Vents». Quant aux Français de Londres, et à ceux de Radio Paris, ils font assaut d'esprit «chansonnier» pour ridiculiser l'adversaire.

L'ensemble reste dominé par le désir de plaire, avec constamment un pourcentage très élevé de musique (près de 50% en moyenne et jusqu'à 60% à Radio Vichy à partir de 1943). «Restons légers dans le drame!»: tout se passe comme si c'était la règle partout. La radio suisse romande se définit par la «gaieté de ses programmes». A Radio Bruxelles, «L'heure des auditeurs», lesquels réclament leurs disques préférés, connaît un vaste succès.

Sous ces formes particulières, on verra que la Radio a été de toutes les batailles, saluée et promue dans tous les camps comme arme de guerre essentielle. Arme du combat pacifique de l'entraide et du secours, en Suisse, où l'on note que «l'antenne devient vite, pour le Comité international de la Croix-Rouge, un véritable instrument de travail»... Et surtout présence au combat: ainsi lorsque les reporters canadiens, sur le front, en 1943-1944, mettent le Québec en contact direct avec une guerre qu'il est d'autant plus urgent de lui faire connaître qu'elle est géographiquement très lointaine.

Dans la guerre «franco-française» les ondes comptent aussi beaucoup, en particulier aux moments clés où s'imposent les choix collectifs majeurs: le récit historique rappelle la violence des injures, la vigilance avec laquelle on écoute l'adversaire, la promptitude des démentis et des réponses, la répétition obsédante des mots d'ordre et les slogans martelés (contre le Service du travail obligatoire, en 1943, le slogan: «Ne va pas en Allemagne» est lancé depuis Londres mille cinq cents fois au moins au cours de l'année...). Et dans les maquis aussi, au service de la résistance armée, la radio joue un rôle décisif: la fonction de transmission des messages s'y associe à une autre plus symbolique, la célébration solennelle ou joyeuse des héros de la liberté.

Une fois restituée ainsi une réalité unique et multiple, il reste à se saisir du problème historique le plus ardu: à savoir les effets concrets qu'eut cette arme-là sur le déroulement du conflit planétaire.

Ici la prudence s'impose et nos auteurs ne l'oublient jamais. Ils discernent bien que les effets de la propagande ne sont pas ceux, trop simples, qu'imaginaient naïvement les commentateurs des années 1930 (ainsi qu'en témoigne l'analyse du mythe de Radio Stuttgart pendant la «drôle de guerre» en France). L'esprit humain – heureusement! – ne se manipule pas aussi aisément qu'on ferait d'un soldat de plomb. Et d'ailleurs les moyens nous font défaut pour mesurer scientifiquement

l'influence de la radio sur les comportements des citoyens, pour peser la part qui peut être la sienne dans le cheminement conduisant de la soif de nouvelles à l'engagement, et de l'hésitation à l'adhésion...

*Tâchons pourtant d'insister pour finir sur quelques effets remarquables tels que les dessinent – de façon spécialement significative dans les pays occupés – les sources indirectes, les témoignages du courrier, les débats dans la presse et les documents administratifs. Soulignons d'abord l'*effet d'espérance. *«La parole eut un effet libérateur», écrit Geneviève Billeter à propos de René Payot, et l'on ne comprendrait pas sans cela l'acharnement mis par l'occupant à interdire l'écoute des postes étrangers et à les brouiller; ce que traduit aussi, en négatif, la baisse du moral de l'opinion française durant l'hiver 1943-1944 lorsque les promesses de Londres tardent à se réaliser. Sachons aussi faire sa place à ce qu'il est permis de désigner comme un* effet de solidarité: *celle que crée, rassemblant les familles et les groupes, la clandestinité obligée de l'écoute.*

A cela s'ajoute enfin ce qu'on pourrait appeller un effet de renommée. *Faut-il rappeler ce que fut, le 18 juin 1940, la «naissance radiophonique» du général de Gaulle? Au-delà de l'homme lui-même, Jean-Louis Crémieux-Brilhac rappelle à bon escient que dès 1941-1942 «les émissions françaises de Londres furent un formidable amplificateur de la résistance intérieure... [lui donnant]* l'apparence *d'une organisation cohérente là où, mis à part le Parti communiste, il n'y avait pas encore beaucoup plus que des groupes diffus».*

Nos auteurs ont su résister à la tentation d'aller beaucoup plus loin dans leurs affirmations quant aux effets de la radio, et les conclusions de tous les quatre se rejoignent sur une constatation: pas plus que «la télévision ne fait l'élection», la radio n'a gagné la guerre. Sur le long terme, décidément, les réalités sont plus fortes que les propagandes qui les déforment. C'est ainsi qu'au Canada la propagande n'a pas atténué la vivacité du nationalisme québécois, c'est ainsi qu'en France la radio du régime pétainiste sous emprise allemande n'a pas enrayé l'extension d'une opposition qu'ont gonflée les réalités de plus en plus oppressantes de l'occupation.

En vérité, en cette période comme durant d'autres, la radio cristallise certaines tendances latentes et elle en promeut les effets, mais parmi la cacophonie des passions et des propagandes, le libre arbitre demeure vivace. N'est-ce pas ici, en somme, que l'histoire du collectif doit suspendre son effort et ses ambitions au point même où s'affirme le mystère des consciences individuelles? Je gage que de cette infranchissable limite imposée à la curiosité scientifique, le lecteur-citoyen, à la fin des fins, ne se chagrinera pas.

Jean-Noël Jeanneney
professeur d'histoire contemporaine
à l'Institut d'études politiques de Paris,
président-directeur général de Radio France
et de Radio France Internationale

France

Jean-Louis Crémieux-Brilhac
et Hélène Eck

avec le concours de Charles Louis Foulon

Avant-propos

La radio française pendant la guerre... Dans l'esprit de bien des Français ces quelques mots évoquent presque immanquablement deux ou trois séquences filmées dont le temps a fait des stéréotypes: Pétain annonçant au micro qu'«il faut cesser le combat»; de Gaulle affirmant au contraire que «la France a perdu une bataille mais n'a pas perdu la guerre»; le tableau d'une famille serrée autour d'un poste pour écouter à travers le brouillage les voix de la liberté...

Si de telles images font partie de notre bagage mental et de notre imagerie nationale, c'est bien parce que la radio a joué un rôle essentiel durant quatre années sombres de notre histoire. Tout le drame de la France, de septembre 1939 et surtout de juin 1940 à la Libération, a eu pour reflet l'histoire de sa radio, ou plutôt de ses radios.

Radio de la «drôle de guerre» de 1939-40 d'abord, qui s'évertue à trouver le bon emploi des moyens techniques dont elle dispose pour soutenir un moral vulnérable, tandis que les rumeurs attribuées à Radio Stuttgart multiplient les fantasmes nés de l'angoisse.

Radios d'un pays abattu et brisé en tronçons par la défaite de juin 1940: en territoire occupé, «Radio Paris qui est allemand»; en «zone libre», la Radiodiffusion nationale du nouvel Etat français, vouée au culte du maréchal Pétain pour reconstruire, dans la résignation à la défaite, une France de l'Ordre moral avant de s'abîmer dans la collaboration avec l'occupant. Radio française de la liberté et du refus, qui entreprend d'Angleterre, grâce aux ondes de la BBC, la reconquête de l'opinion française. Radios d'outre-mer dispersées à travers l'Empire et jouant tour à tour leur partie dans ce grand démembrement, à commencer par Radio Brazzaville, dernier recours en 1942 de la souveraineté nationale – sans parler des radios de langue française mises en place par les autres grands acteurs de la guerre, Américains et Soviétiques, et généralement servies, elles aussi, par des Français.

Radio de la Résistance enfin, qui se révèle dans Paris insurgé, puis radio réunifiée et enthousiaste du pays libéré.

Ce qu'on peut appeler «le phénomène radiophonique de Gaulle» donne à cette histoire complexe une unité et mieux qu'une unité, une signification nationale: en plein désastre, alors qu'en France les pouvoirs établis s'effondrent et que la plus haute autorité militaire et morale prescrit la cessation du combat, un soldat se fait entendre à la radio de Londres pour inviter, au contraire, à poursuivre la lutte. Il est seul, presque inconnu, sans moyens, réfugié dans une Angleterre dont les augures affirment qu'elle aura dans les quinze

jours le cou tordu comme un poulet. Elle tient pourtant et les émissions françaises de Londres deviennent avec lui la voix de la conscience nationale, elles supplantent les émissions métropolitaines, elles s'imposent comme un des catalyseurs de la Résistance, elles rallient autour de lui au nom de la liberté et de l'honneur la majorité de la population: seule la radio pouvait accomplir ce miracle que le général de Gaulle soit reconnu comme le guide d'une nation qui ignorait tout de lui, à commencer par son image.

L'aventure historique est d'autant plus étonnante que rien de tout cela n'était acquis d'avance, pas plus que n'était acquise au départ la victoire alliée. Si Radio Paris portait trop ostensiblement la marque allemande, les émissions gaullistes venaient d'Angleterre, ce qui, pour certains, ne valait pas mieux; la radio de Vichy pouvait, au contraire, légitimement s'affirmer, dans l'été 1940, comme la radio de la France, de la France seule – d'une France qui n'en pouvait plus de la guerre. Partant de là, chaque radio s'est faite l'interprète d'une idéologie, d'une politique et d'une action, chacune a inventé son style, chacune a été aux prises avec les événements. Et chacune s'est engagée dans une guerre des ondes de plus en plus violente, qui a atteint son paroxysme en 1943-44, à l'heure du travail obligatoire pour l'Allemagne, des combats des maquis et des mots d'ordre insurrectionnels.



L'un des messages reçus à la BBC dans les mois qui suivirent l'appel du 18 juin 1940.

Ainsi les radios françaises en guerre ne se sont pas bornées à enregistrer l'histoire, elles ont contribué, plus qu'en toute autre période et qu'en tout autre pays, à faire l'histoire: elles sont devenues bien davantage que des amplificateurs de la politique, je veux dire des acteurs, suscitant l'éclosion de représentations mentales collectives, révélant l'opinion publique à elle-même, cherchant enfin à l'orienter en vue de la phase décisive, celle de l'action. Dans cette perspective, l'intervention radiophonique spectaculaire de Philippe Henriot de janvier à juin 1944 prend tout son sens: elle apparaît comme la tentative ultime et désespérée du gouvernement de Vichy pour dévier par la persuasion et la peur le cours de l'histoire, tandis que les émissions françaises libres préparent et orchestrent la bataille de la Libération.

On ne s'étonnera pas que dans le camp allié comme dans le camp vichyssois et allemand, la lutte pour entraîner ou pour contenir l'opinion publique se soit accompagnée en coulisse d'une lutte pour le contrôle de l'instrument radiophonique lui-même. Les prétentions de Laval à garder un contrôle au moins nominal sur les radios de France, au moment même où il en faisait les auxiliaires de l'occupant, ont quelque chose de dérisoire; mais les efforts des hommes qui ont bataillé, chacun à son niveau, obscurément en général, pour sauvegarder l'appareil radiophonique et préparer la

radio de la France libérée ne le sont pas, bien au contraire. Il convenait de mettre en regard la lutte acharnée, incessante, irritante que mena de Gaulle pour reconstituer hors de France la souveraineté radiophonique française. Car cette histoire, pleine de bruit et de fureur, illustre aussi bien ce qu'ont été les relations entre la propagande et le pouvoir que la dialectique perpétuelle de l'action et du langage et plus encore les influences mutuelles du discours et de l'opinion publique.



«L'Amiral Darlan parle aux Français». Une photo visiblement posée. 23 mai 1941.

C'est finalement à cette dernière que tout nous ramène et d'abord aux hommes et aux femmes qui ont écouté les radios de guerre et qui ont été l'enjeu de leurs affrontements. Pendant quatre ans, l'écoute de la radio de Londres et des diverses radios françaises libres a eu le sens d'un engagement. Elle a apporté à des centaines de milliers, sans doute à des millions d'auditeurs, un complément à leur pain quotidien: la petite espérance, comme disait Péguy. Et «une certaine idée de la France».

Pendant quatre ans, l'histoire de nos radios s'est inscrite dans une histoire de larmes et de sang: on ne saurait l'oublier, ni en détacher le souvenir de ceux qui ont sacrifié leur liberté ou leur vie dans ce combat.

I. Une radio à l'épreuve de la guerre

«Allô, ici Radiodiffusion nationale, vous allez entendre une communication de M. Edouard Daladier, président du Conseil...»

Au soir de ce 3 septembre 1939 qui a vu la France et la Grande-Bretagne se déclarer en état de guerre avec l'Allemagne, les hommes et les femmes de ce pays trouveraient anormal que le chef du gouvernement ne s'adresse pas à eux. Si la radiodiffusion n'est pas, comme elle l'est dans le Reich depuis 1933, un instrument de gouvernement, l'usage par les dirigeants dans les grandes circonstances de ce qu'on appelle alors la TSF – la téléphonie sans fil – est néanmoins entré dans les mœurs.

L'intrusion bouleversante de la crise européenne dans les foyers par la voie des ondes reste liée dans les mémoires à cet après-midi du 8 mars 1936 où le président du Conseil Albert Sarraut, après une attente de vingt minutes que meublait seulement un indicatif sonore enfantin, a annoncé que, face à la remilitarisation de la Rhénanie, son gouvernement «ne laisserait pas Strasbourg sous le feu des canons allemands». On sait la suite.

Mais Daladier n'est pas Sarraut. Et d'abord, il est le premier homme politique français qui sache parler aux Français à la radio et s'en faire entendre.[1]

Il y a dans son ton une simplicité, une force de conviction sans emphase, les apparences si évidentes d'une sincérité sans apprêts de l'esprit et du cœur qu'on reconnaît en lui un semblable et qu'on lui fait confiance. Le fils du boulanger de Carpentras est «radiogénique»; l'ancien combattant Daladier, qui a tant sacrifié au maintien de la paix à Munich, parle comme on aime que parle en de telles circonstances le chef responsable d'une grande démocratie pacifique. Sa popularité et son taux d'écoute sont également énormes. Ses allocutions marquent, jusqu'au printemps 1940, les temps forts de la radiodiffusion française.

Mais une allocution ministérielle ne tient pas lieu de politique de l'information et de la propagande, surtout quand la radio ennemie, qualifiée par Goebbels de quatrième arme, associe pour la première fois dans l'histoire la guerre des ondes à la stratégie militaire. On a couramment admis, à l'époque même, et bien souvent par la suite, que l'action française d'information et de propagande, déplorablement conçue, notamment sur les ondes, aurait conduit la France, envahie et dominée par la radio ennemie, à un véritable Sedan psychologique.* Est-ce bien vrai?

* C'est ce que Goebbels a proclamé triomphalement le lendemain de l'armistice de juin 1940. C'est ce qu'admet l'historien anglais Asa Briggs dans sa monumentale histoire de la BBC, *The History of Broadcasting in the United Kingdom*, vol. III, «The War of Words», Londres, Oxford University Press, 1972, pp. 221-228.



Paris, 2 septembre 1939. Attroupement devant un cinéma pour écouter les informations de la TSF diffusées par haut-parleur.

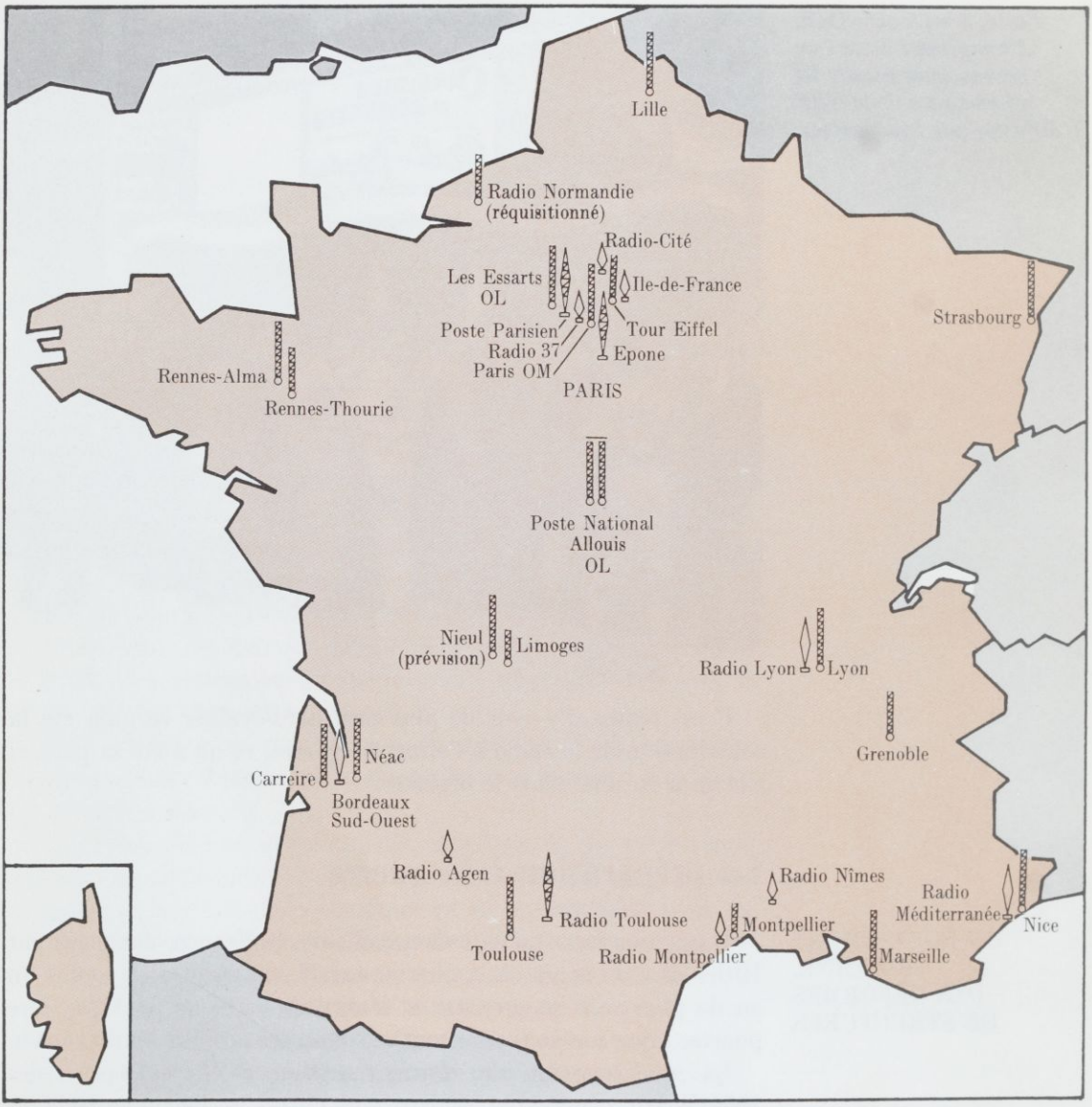
Il est temps d'y voir de plus près et d'évaluer ce qu'a été la contribution de la radio à l'effort de guerre, ce qu'a été sa part, si elle en a eu une, dans le désastre.

La préparation à la guerre

UN ÉQUIPEMENT MODERNE, DES RÉFORMES DE STRUCTURES

Il est manifeste qu'ici comme ailleurs, la France, devancée par Hitler dans la course à la guerre, aurait eu besoin d'au moins un an de plus pour se préparer et s'organiser. On ne peut pas dire pourtant que son gouvernement se soit laissé prendre au dépourvu.

La modernisation du réseau émetteur a été entreprise dès 1934-36 par l'énergique ministre des Postes de l'époque, Georges Mandel. Elle a été activement développée en 1938-39 et dans les premiers mois de guerre. Non seulement l'émetteur grandes ondes de Radio Paris à Allouis (deux cellules de 450 kW) en fait la station la plus puissante d'Europe, partout audible en France, mais sur les ondes moyennes la montée en puissance des principaux postes régionaux a été générale: on prévoit à Limages la construction d'un émetteur de 120 kW. Sur ondes courtes d'Allouis, Paris Mondial fonctionne depuis septembre 1939 sur 100 kW; huit grands émetteurs de 120 kW en cours de construction doivent s'y ajouter à l'automne 1940 afin de desservir les Etats-Unis et l'Extrême-



Etat des réseaux existants en 1939
Emissions métropolitaines sur ondes moyennes (OM) et longues (OL)

Postes privés

Emetteur de faible puissance

Emetteur de 15 à 40 Kw

Emetteur de 60 à 120 Kw

Postes d'Etat

Emetteur de faible puissance

Emetteur de 15 à 40 Kw

Emetteur de 60 à 120 Kw

Orient. Mandel, ministre des Colonies depuis 1938, a créé des émetteurs dans tous les territoires d'Afrique noire ou a renforcé leur puissance. En février 1939, un communiqué officiel a annoncé que l'équipement radio-électrique de l'Afrique du Nord allait être activement poussé par mesure de défense nationale et de sauvegarde contre les propagandes de l'Axe: effectivement Tunis Radio a été porté à 120 kW et peut couvrir, au début de la guerre, toute la Méditerranée orientale et notamment la Turquie.

Parallèlement, Daladier, instruit par l'expérience lors de la crise de Munich, a radicalement transformé, à l'approche de la guerre, l'organisation et le régime même des stations qui constituaient le secteur public de la radio, afin d'avoir sur celle-ci la haute main.

L'opération s'est échelonnée de décembre 1938 à juillet 1939. Elle a fait figure de coup d'Etat[2]. Depuis février 1939, toutes les émissions autres que techniques et culturelles, c'est-à-dire en fait toutes les émissions d'information au sens large du terme, relèvent d'un organisme appelé Centre permanent de l'information générale, qui est placé sous l'autorité directe du président du Conseil.[3] Le Centre est dirigé par un ancien journaliste devenu chef de service au Secrétariat général du Gouvernement, Emile Lohner, qui s'est installé dans ses locaux propres, rue François-Ier, à égale distance de la rue Saint-Dominique, où siège Daladier, et des différents services parisiens de radiodiffusion.

Le Centre permanent ne pilote pas seulement le «Radio-Journal» et les commentaires des événements qui l'accompagnent, voire les revues de presse, c'est aussi de lui que relèvent les émissions en langues étrangères sur ondes moyennes. Aux premières émissions en allemand se sont ajoutées des émissions en italien, en espagnol et, en 1938, en polonais, puis en anglais, arabe, roumain, serbo-croate et slovaque. Au début de juillet 1939, l'éventail des pays couverts a été sensiblement élargi, en même temps que le Service des émissions étrangères était officiellement inauguré.[4]

A cinq semaines de l'ouverture des hostilités, Daladier a achevé de donner à la radiodiffusion son statut de guerre[5]: on ne saurait surestimer l'importance de ce dernier volet d'une réforme qui a non seulement survécu à la guerre, mais fixé le cadre de la radiodiffusion et même de la télévision française pour deux sinon trois décennies. Il n'existait jusqu'alors qu'une constellation de stations de service public très largement autonomes, on peut même dire auto gérées, auxquelles l'administration des PTT assurait une infrastructure, un budget et la mise à disposition de services communs tels que les concerts de l'Orchestre national; Daladier a créé une administration unifiée de la Radiodiffusion nationale désormais rattachée à la présidence du Conseil et qu'il a coiffée d'un directeur général en la

La France compte pour 41 millions d'habitants quelque 5 millions de postes récepteurs déclarés et assujettis à la redevance radiophonique contre environ 9 millions en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le parc réel est estimé à 6 millions et demi au regard d'une presse quotidienne dont le tirage dépasse 9 millions d'exemplaires. Bien que la densité soit moindre qu'en Allemagne et en Angleterre et que l'écoute soit un phénomène plus urbain que rural, il semble qu'il y ait peu de villages sans récepteur, à l'exception de quelques cantons de Bretagne et de quelques vallées reculées des Alpes.

personne du savant Léon Brillouin, professeur de physique au Collège de France.

UNE MISE EN ŒUVRE DIFFICILE

Une réforme aussi ample ne peut être digérée sans heurts ni du jour au lendemain. Elle le peut d'autant moins que les structures de commandement sont biaisées: Brillouin, chargé d'une lourde tâche d'unification, n'a d'autres pouvoirs que ceux d'un directeur administratif et technique, car les programmes politiques et d'information sont toujours sous l'autorité de Lohner, qui lui-même continue de dépendre directement du président du Conseil; quant aux émissions littéraires, artistiques et musicales, elles ont pour contrôleur général une sommité, le romancier Georges Duhamel, de l'Académie française, qui entend bien ne souffrir aucune ingérence de la part de son directeur général.

On ajoutera qu'au moment même où un décret a institué un directeur général de la radiodiffusion nationale, un autre décret a créé un Commissariat général à l'Information confié à l'écrivain Jean Giraudoux qui est chargé «d'organiser, d'animer et de coordonner tous les services d'information et de propagande français». Le gouvernement a toutefois décidé que la direction générale de la radiodiffusion ne serait pas subordonnée au Commissariat général et que les deux organismes fonctionneraient en parallèle[6]; la seule responsabilité radiophonique du Commissariat général consiste à assurer le contrôle des émissions destinées à l'étranger que produisent les services de Lohner.* Ainsi, la radio relève de quatre patrons différents.

Comme il faut malgré tout une coordination, elle s'institue à l'usage: une réunion quotidienne rassemble, sous la présidence de Jean Giraudoux, le chef du contrôle de la radio (Lohner), le directeur de la censure (Martinaud-Déplat) et un représentant du Secrétariat général de la Défense nationale (le colonel Thomas): c'est là qu'on fixe les directives de la journée.

Il est convenu d'autre part que Giraudoux aura, quand il le souhaitera, accès à l'antenne comme une sorte d'éditorialiste officiel.

Ces mécanismes compliqués seront vivement reprochés à Daladier. A coup sûr, l'imbrication des responsabilités et les conflits des compétences entravent la mise en œuvre efficace de la radio de guerre.

Il faut se représenter que celle-ci est à inventer de toutes pièces. La France n'a pas d'expérience en la matière. Attachée à la démocratie parlementaire, elle a répugné jusqu'ici à toute entreprise d'assujettissement des esprits: par tradition, elle est habituée à compter avant tout sur son rayonnement culturel. D'autre part, les

* Ce contrôle fut assuré par un diplomate détaché par le ministère des Affaires étrangères au Commissariat général à l'information, Jacques Fouques-Duparc, qui semble avoir joué le rôle d'un super-directeur politique des émissions étrangères et transmettait les consignes du Quai-d'Orsay à Pascal Copeau et aux chefs des différentes sections linguistiques.

nouvelles structures d'information sont calquées sur celles de 1918, époque antérieure à l'apparition de la radio grand public qui va justement être dans la nouvelle guerre le vecteur principal de la communication et l'instrument privilégié de l'action psychologique*. Ainsi, l'arme existe: on n'a pas beaucoup réfléchi à son emploi.

La radio nationale n'a pas les assises solides ni la cohésion de la BBC. Mais le gouvernement français croit à une guerre longue; il pense avoir le temps de faire les ajustements qui s'imposeraient.

Difficulté supplémentaire: la mobilisation réduit brutalement de 684 à 297 personnes les effectifs de la radiodiffusion nationale**, tandis que la plupart des collaborateurs allemands et autrichiens des émissions étrangères sont internés; il faudra plusieurs semaines pour les récupérer. Par mesure de protestation, Pascal Copeau, qui dirige le service étranger, demande à rejoindre son unité.

Ainsi la radiodiffusion de guerre, préparée sur le papier, n'est pas rodée: il lui reste à faire ses preuves parmi les à-coups d'une incessante improvisation.

L'apprentissage de la radio de guerre

L'ARMÉE S'ENNUIE

Les premières initiatives de «la radio, service public» sont accueillies sans indulgence. Le *Canard Enchaîné* se réserve d'attacher le grelot dès le 20 septembre:

«On vous offre au choix la série ‹Idées et idéaux de la France› où, nous dit-on, seront examinées notamment la politesse, la logique, la raison, la chevalerie de la France, l'intelligence et la liberté.

»Une autre série sera consacrée au *sens de l'humain*, sous la direction de M. Duhamel lui-même.

»Il y aura aussi ‹Naissance d'une œuvre d'art› avec des causeries de Paul Valéry (‹Comment naît un poème›), Jacques Chardonne (‹Recherche de soi-même›, etc.).»

Autrement significative est la mise en cause à laquelle se livre *Le Temps* du 2 octobre sous la signature d'Emile Henriot, critique littéraire connu pour sa modération et ses euphémismes: «Il y a une question de la radio, écrit-il; plus que jamais elle nous déçoit bien plus encore qu'aux jours de la paix.» Henriot conteste à la fois la radio d'information officielle, que «nous rendons responsable de l'ignorance où on nous tient», et la radio de divertissement, que M. Duhamel a voulue «austère, c'est-à-dire travaillant plus à élever qu'à divertir. Cette austérité a paru aussitôt trop aristocratique à beaucoup: trop de Corneille! Assez de musique religieuse!»

Avant la fin d'octobre, les responsables ont sous les yeux les

* En Grande-Bretagne, les structures adéquates ne seront pas au point avant 1941. L'Allemagne même, qui a six ans d'expérience d'un ministère de la Propagande et d'une radio de combat, n'évite pas des tensions extrêmes entre les services rivaux lorsqu'il s'agit de contrôler la propagande vers l'étranger ou d'organiser les écoutes.

** L'autorité militaire avait refusé de maintenir en affectation spéciale dans les stations de radio les hommes en âge de servir sous les drapeaux.



Alex Surchamp en reportage en Alsace. Décembre 1939.

rapports des délégués départementaux à l'information. On a demandé à ceux-ci de rendre compte chaque quinzaine de l'écoute et des réactions des auditeurs: ils sont sévères. Une vague de récriminations populaires se gonfle contre le «Radio-Journal» et les émissions d'information manifestement bridés par la censure, à la fois laconiques sur les opérations militaires ou la vie des armées, et verbeux sur les sujets brûlants. Leur objectivité est rarement mise en doute. Mais la radio, sensible au souci gouvernemental de cimenter l'union nationale, neutralise les problèmes, escamote les tensions intérieures autres que la dissidence communiste, minimise les difficultés. «Nous prend-on pour des enfants?» Des minorités commencent à écouter les bulletins d'information de la BBC (appréciés parce que «précis», «factuels», et «sincères»), dans une moindre mesure Bruxelles (dans le Nord), ainsi que Radio Rome en français et Sottens (surtout dans les Savoies) – pour ne pas parler encore de Radio Stuttgart.

Mais c'est plus encore la politique des programmes qui est contestée. Personne ne s'attendait à une guerre sans combats. Cinq millions d'hommes sont mobilisés, dont près de trois millions vivent en cantonnement et sont désœuvrés après cinq heures du soir; ils n'ont d'autre distraction que de taper le carton dans les foyers du soldat en écoutant alternativement la rémoulade des gramophones et les émissions de TSF captées par les dix mille récepteurs que Daladier a fait expédier aux armées. Le ras-le-bol des soldats devant les émissions de la radio nationale est immédiat et unanime: un général d'armée n'hésite pas à déclarer le 22 octobre à l'agence Havas que «ces programmes fastidieux les irritent, les exaspèrent...» Les familles des mobilisés, qui prennent beaucoup plus l'écoute qu'en temps de paix, réagissent de même.

Accessoirement, on critique la mauvaise répartition horaire des émissions: la radio nationale émet en moyenne jusqu'à 9 heures du matin, puis se tait de 9 heures à midi, reprend de midi à 14 h 30 ou 15 heures et se tait à nouveau jusqu'aux alentours de 18 heures ou de 18 h 30: c'est beaucoup trop tard. Ses silences sont ressentis plus encore le dimanche où elle est presque aussi inactive qu'en semaine:* l'armée s'ennuie le dimanche.

LES DEUX SECTEURS ET LES STYLES DE LA RADIO

Le phénomène est sans précédent: des observateurs parlent de divorce entre la radio et son public. Cependant personne ne semble percevoir qu'il s'agit d'une crise qui n'a pas pour seules causes les errements d'une transition inexperte. En fait, ce qui est en jeu est l'idée même que l'on se fait de la production et de l'expression radiophoniques aux prises avec la dualité culturelle de la société française.

Cette dualité paraissait jusqu'à la guerre consacrée par la coexistence de deux régimes de la radio – radios du secteur public et radios du secteur privé – auxquels correspondaient deux langages radiophoniques différents.

En effet, si la Radiodiffusion nationale est maintenant en première ligne et prétend être la voix de la nation, elle n'avait pas, à la veille de la guerre, l'exclusivité des ondes; et elle ne l'a toujours pas: le principe du monopole d'Etat affirmé par la loi tolère dérogations et concessions. Les stations du secteur public bénéficient assurément d'une puissance inégalée. Elles offrent dans toute la France deux, parfois trois programmes qui ont en grande partie pour supports les émissions ondes longues de Radio Paris, partout audibles maintenant, de Paris PTT, station régionale de l'agglomération parisienne, et de Paris Tour Eiffel (aux émissions beaucoup plus discontinues) sur ondes moyennes. En province, 11 stations dites nationales implantées dans les principales métropoles diffu-

* La BBC connaîtra à son tour un ras-le-bol comparable chez les mobilisés anglais, ce qui la conduira à développer un «light channel» à haut dosage de musique de jazz pour les forces armées; mais le phénomène sera plus tardif et incomparablement moins brutal, du fait de l'échelonnement de la mobilisation.

sent le «Radio-Journal» et les commentaires politiques, les complètent par des informations régionales et combinent les programmes produits sur place avec le relais ou la reprise d'émissions des trois postes parisiens. Il s'y ajoute Radio Normandie, l'une des plus importantes stations privées régionales, qui émet de Fécamp et que le gouvernement a réquisitionnée à la mobilisation pour le service des émissions étrangères.

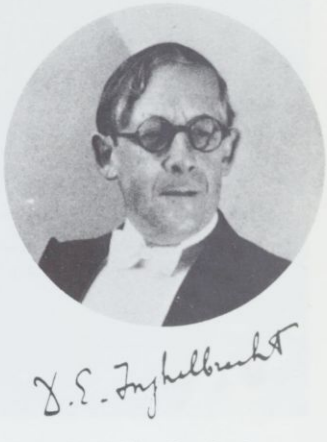
Face aux radios nationales fonctionnaient douze stations privées qui leur ont fait jusqu'à la guerre une vive concurrence: elles sont les seuls supports de la publicité radiophonique.*

Elles sont quatre à Paris: Le Poste Parisien, lié au quotidien *Le Petit Parisien*, qui grâce à ses 60 kW rayonne sur un bon quart de la population française, Radio Cité, associée au journal *L'Intransigeant* (2 kW), propriété du publicitaire Marcel Bleustein, Radio 37 (3 kW), propriété de *Paris-Soir* et le Poste de l'Ile de France (2 kW).

En province, quatre stations privées importantes ont acquis une audience au moins régionale: Lyon (25 kW), Bordeaux (25 kW), Radio Normandie (30 kW) et Toulouse (60 kW); quatre autres: Radio Agen (5 kW), Radio Nîmes (1 kW), Radio Montpellier (1 kW) et Radio Méditerranée (12 kW), à Juan-les-Pins, n'ont qu'une audience départementale ou locale. Les auditeurs assimilent volontiers aux radios privées françaises Radio Luxembourg qui, grâce à son émetteur à ondes longues, peut être capté dans la moitié nord du pays.

Stations nationales et postes privés se sont toujours distingués par leur ton. De tout temps, les animateurs des postes d'Etat, au nom de leur mission de service public, ont obéi – tout comme la BBC – à une exigence de qualité culturelle qui s'est traduite par l'abondance de transmissions théâtrales, d'émissions parlées d'intérêt documentaire confiées à des spécialistes de marque, et de concerts classiques: l'Orchestre national fondé en 1934 et devenu avec Désiré-Emile Inghelbrecht la meilleure formation française du temps, confère à ces derniers un prestige certain.

Cependant l'imagination novatrice a été beaucoup plus dans le camp des radios privées. L'esprit de concurrence commerciale y a fait émerger, notamment à Radio Cité, des animateurs au style d'information alerte, recourant aux interviews, aux reportages sur le tas, usant du style parlé, voire de l'improvisation en direct, là où toutes les émissions parlées des postes nationaux se font, comme celles de la BBC, sur textes écrits. Le speaker de Radio Toulouse est une idole dans sa région. Pour le reste, des programmes de variétés souvent vulgaires mais d'une présentation imprévue et d'une fantaisie bon enfant aguichent le public et recherchent même



D.E. Inghelbrecht, fondateur de l'Orchestre National.

* La radio d'Etat est financée environ pour moitié par le budget de l'Etat et pour moitié par une redevance sur les récepteurs, qui est, à compter du 1er janvier, de 15 francs pour les postes à galène et de 90 francs pour les postes à lampe.



«La TSF, heureux délassement des soldats». Au temps de la drôle de guerre.

sa participation; les temps morts sont meublés des heures durant par des disques de jazz et des chansonnettes sentimentales entrecoupées de slogans publicitaires. Tout un public populaire s'est repu à l'écoute de «La famille Duraton», du radio-crochet et des roucoulades de Tino Rossi.

Or la guerre a rompu l'espèce d'équilibre antérieur. Les moyens et le rayonnement des stations privées sont sensiblement réduits, leurs recettes publicitaires chutent, beaucoup de leurs meilleurs présentateurs sont partis sous les drapeaux. Le gouvernement les a soumis à une censure assez libérale, mais qui n'est pas uniquement une censure de sécurité. Il leur a imposé de diffuser le «Radio-Journal» et les commentaires de la radio officielle à l'exclusion de tous autres et aux mêmes heures que le réseau d'Etat.

Cependant, celui-ci est seul audible sur la ligne Maginot avec Radio Luxembourg. Et il se trouve que Georges Duhamel a renforcé le caractère élitiste des émissions: sous son contrôle, le mariage de l'administration et de l'intelligence n'a donné le jour qu'à des productions de choix, vouées à la défense et à l'illustration du patrimoine et des mérites français.

RADIO CULTURELLE OU RADIO POPULAIRE?

Au cours des quatre derniers mois de 1939 sont lancées six principales séries de causeries: elles ont respectivement pour fil directeur «Le sens de l'humain», «France d'hier et d'aujourd'hui», «Les contes populaires et la littérature», «Comment l'Angleterre est gouvernée» et «Images de l'Angleterre», «France-Angleterre 1914-18», enfin «Connaissance de l'ennemi»; il s'y ajoute l'émission triquotidienne de «La vie féminine», les «Causeries d'hygiène» organisées par le ministère de la Santé et la rubrique des «Livres

nouveaux».[7] Ainsi défilent au micro: Francis Jourdain (Berlin, tel que je l'ai vu en août 1939), André Théron (Les lettres françaises de 1919 à 1939), Robert Kemp (L'Allemagne, éternel envahisseur), Gérard Bauer (La France vue par les grands écrivains), Léandre Vaillant (De la ligne Vauban à la ligne Siegfried), Benjamin Crémieux (France, terre d'accueil et Lettres de prisonniers), Henri Bidou (Les grands fleuves européens), Albert Dauzat (Origine des noms propres français et Petit cours de grammaire amusant), José Germain (Les héros d'une guerre).

Non moins austères sont les radio-montages, d'ailleurs de qualité: la plupart sont diffusés à des heures d'assez faible écoute (c'est le cas de dix radio-reportages sur le Cameroun à 14 h 30) et surtout à 22 heures après l'extinction des feux. En revanche, les radio-reportages bimensuels sur «L'âme des provinces françaises» sont à une heure de bonne écoute, 21 h (avec par exemple la présentation du bocage vendéen sur Paris PTT le 3 novembre et du marais vendéen le 19 novembre).

Comme avant la guerre déjà, la radio de divertissement est caractérisée par la place énorme faite par Radio Paris et Paris PTT à la musique et aux transmissions théâtrales: on compte en moyenne à la fin de 1939, pour l'ensemble des deux postes, 75 concerts symphoniques, d'émissions lyriques, de musique de chambre et de solistes par semaine pour 52 émissions de variétés. L'Orchestre national se produit trois fois par semaine, le dimanche à 12 h 45 sur Radio Paris et Paris PTT, le mardi à 19 h 30 et le vendredi à 20 h 45 sur Radio Paris.

Deux opérettes sont diffusées par semaine dont une le dimanche: ainsi les auditeurs du dimanche soir ont-ils le choix, à 20 h 45, entre une opérette française (de *Ciboulette* aux *Mousquetaires au couvent*) sur les ondes longues de Radio Paris et «Les belles chansons de France et d'Angleterre» sur les ondes moyennes de Paris PTT et des stations régionales.

Les transmissions théâtrales sont une des fiertés et l'un des échecs de la Radiodiffusion nationale; au cours du dernier trimestre 1939 sont retransmis de la Comédie-Française trois classiques: *Roméo et Juliette*, *Ruy Blas*, *Le chandelier* et *Les noces d'argent* de Géraldy; des quatre théâtres de qualité qu'on appelle alors les théâtres du Cartel: *Le faiseur*, d'après Balzac; *La tempête*, de Shakespeare; *Cris du cœur*, de J.-V. Pellerin et *La belle au bois*, de Supervielle, à quoi s'ajoutent quelques créations comme *Le quart au port*, d'après Kipling, ou *La charité s'il vous plaît*, de B. Gervaise. Outre que la création proprement radiophonique n'était pas encore au point au moment de la déclaration de guerre, le choix des pièces illustre le véritable divorce intellectuel entre dirigeants et clients

Georges Duhamel.





Maurice Bourdet.

de la radio. A en croire l'Institut d'études européennes de Strasbourg, «la radio française pêche par excès de bonne qualité».[8]

Georges Duhamel, tout comme les dirigeants du «Radio-Journal», est sensible à l'afflux des critiques. Sans changer la conception d'ensemble, il modifie le dosage: on augmente la proportion des œuvres de musique légère française et on développe les émissions de variétés, on en vient avant la fin de 1939 à vingt-quatre émissions de musique légère par semaine dont sept concerts de jazz pour les deux postes Radio Paris et Paris PTT, on commande des sketches. Des radio-reportages «illustrés», notamment sur les activités françaises, sont lancés en novembre. Bien que «parfois maladroits ou émaillés d'enfantillages, ils sont très suivis et appréciés dans les milieux populaires».[9] Pour donner du nerf aux émissions d'information auxquelles on reproche de plus en plus «leur sécheresse, trop peu de spontanéité dans le ton et la monotonie dans le débit», ou au contraire leur bavardage sur des sujets insignifiants, on a recruté deux des meilleurs rédacteurs en chef des radios privées, Jean Guignebert et Maurice Bourdet*. En même temps, on encourage la Fédération des postes privés, qui n'était jusqu'alors qu'une association de défense, à s'engager dans la production et à donner chaque soir à 21 h 15 un programme divertissant commun aux stations affiliées.

Cet infléchissement vers une radio plus divertissante n'est toutefois pas du goût de chacun: Léon Blum, en février, condamne, outre «le ressassage et le remplissage» des émissions d'information, les «radio-reportages, radio-montages, sketches et autres quarts d'heure du soldat qui ont choqué tant de monde par leur vulgarité, leur manque de tact, leur manque de sensibilité»[10]. On signale de province que la brusque et maladroite apparition de la gaudriole dans les programmes ainsi que la diffusion des comédies boulevardières offusque «femmes et enfants qui ne sont pas disposés à entendre des œuvres trop légères»: ce qui conduit certains observateurs à se demander si l'on ne pourrait pas spécialiser deux ou trois stations (mais lesquelles?) pour le divertissement des troupiers.

Ce qui rétrospectivement étonne est que la Radiodiffusion nationale, en dépit d'une concentration exceptionnelle de talents, n'ait réussi à créer des modes d'expression originaux, ni en matière de variétés, ni – ce qui était davantage sa partie – en matière documentaire ou dramatique. Le radio-montage du 14 mars 1940, qui tente de reconstituer la capitulation du président tchécoslovaque Hacha devant Hitler, est unanimement jugé «déplorable». Georges Duhamel, convaincu pourtant de l'énorme pouvoir de la radio, n'est-il pas trop homme de lettres pour voir en celle-ci un instrument de création? Dégoûté, il se retire dès la mi-janvier 1940.

* Dont on verra par la suite le rôle exemplaire sous l'occupation. Bourdet mourut en déportation. Guignebert devint à la Libération directeur général de la Radiodiffusion française.

Néanmoins, et en dépit de la sévérité de Léon Blum, la plupart des observateurs régionaux rendent compte qu'après six mois de guerre la radio nationale est nettement plus appréciée en tant que moyen de divertissement; sans avoir fait trop de concessions, elle tombe beaucoup moins sous le reproche d'ennuyer, notamment de la part des soldats qui ne demandent pas davantage qu'un fond sonore plaisant. Toujours didactique, elle est moins sentencieuse et beaucoup moins compassée que ne le sera la radio de Vichy. Si on l'a âprement critiquée, on admet en fin de compte – le retour des beaux jours aidant – que sur le plan de la distraction elle s'acquitte honorablement de sa mission.



Répétition d'une émission théâtrale du Poste Parisien.

A LA POURSUITE DE L'ESPRIT DE GUERRE

Il n'en est pas de même sur le plan de la propagande et de «la formation de l'esprit public», du moins si l'on en juge par les interpellations développées à la Chambre du 16 au 27 février, lors du remarquable débat sur l'information, la propagande et la censure. De Léon Blum à Louis Marin et Xavier Vallat, en passant par les trois spécialistes du Parlement en la matière, Marcel Héraud, Gaston Gérard et surtout Edouard Pezet, la condamnation de la politique ou plutôt de l'absence de politique de la propagande, en particulier à la radio, est unanime.

Un tel concert de critiques, très inégalement fondées d'ailleurs à nos yeux, ne peut se comprendre qu'en fonction de la crise de l'opinion publique et du climat politique de l'hiver 1940. Le moral de la nation, globalement bon à la déclaration de guerre, et celui de l'armée, alors excellent, n'ont cessé de se dégrader sous l'effet de la stagnation militaire; il s'y ajoute des motifs plus terre à terre tels que le blocage des salaires, la hausse des prix et la rigueur d'un



Le débat à la Chambre vu par un caricaturiste de L'Œuvre, *17 février 1940.*

hiver interminable, le plus pénible qu'ait connu la France depuis 1893. Les raisons de cette guerre immobile semblent plus floues, des millions d'hommes arrachés à leur foyer en viennent à se demander «ce qu'ils foutent là»; les communistes se sont déclarés ouvertement contre «la guerre impérialiste»; un clan «politico-salonnard» parisien fait des vœux et intrigue pour l'avènement d'un gouvernement de paix. Février 1940 marque le point le plus bas de la courbe du moral français pendant la drôle de guerre.

A ce fléchissement s'ajoutent les effets réels et plus encore les effets supposés de la guerre des ondes menée par le Reich.

Dès le début de la guerre, chacun des belligérants a déclenché contre l'ennemi une propagande radiophonique active. La France n'y a pas manqué. Les programmes à l'intention de l'Allemagne – un moment perturbés par les internements de septembre 1939 – ont réuni une très bonne équipe d'émigrés politiques avec l'acteur Karl Heil (alias Charles Hébert), l'éminent juriste Wolf Franck, le romancier Hans Siemsen, l'ancien secrétaire de Stresemann, Hans Jacob et le cinéaste Max Ophüls; les émissions sont audibles dans tout le Reich grâce à la puissance de l'émetteur d'Allouis et au relais de plusieurs émetteurs régionaux publics et privés; elles sont jugées honorables par les observateurs alsaciens et suisses, mais insuffisamment agressives; l'écoute en est sévèrement sanctionnée en Allemagne; leur impact est certainement limité. Les émissions vers l'Autriche, animées par le comédien et chanteur viennois Oskar Karlweis, plus violentes et d'une fantaisie tour à tour comique et cruelle, semblent porter davantage.[11] Deux «postes noirs», qui sont supposés émettre de l'intérieur même du Reich, les «radios allemande et autrichienne de la liberté», ont une audience plus faible encore.

LE MYTHE FERDONNET...

Les émissions allemandes en français ont un tout autre effet. Elles ont bénéficié en France même d'un formidable lancement publicitaire. Le Deuxième Bureau ayant réussi à identifier un des collaborateurs des émissions en français de Radio Stuttgart, en la personne d'un journaliste de dixième ordre, Paul Ferdonnet, connu depuis longtemps comme étant à la solde des Allemands, Daladier a permis que ce nom soit livré à la publicité; il s'est étalé en première page des journaux le 6 octobre 1939, au moment même où commençait une campagne de propagande terrifiante annonçant les dangers de l'espionnage ennemi et incitant les Français à savoir se taire. Tout le monde a stigmatisé le «traître», tout le pays en a parlé, la conviction s'est accréditée que Ferdonnet est à la tête d'un formidable réseau de cinquième colonne. La campagne anticommuniste d'extrême-droite a aggravé la confusion en laissant

LA VÉRITÉ SUR L'ALLEMAGNE

Nous avons souvent entendu à la radio française de pauvres paroles émises par de pauvres esprits, mais la haute personnalité française qui vient de parler, et a prétendu nous dévoiler la vérité sur l'Allemagne, dépasse la limite permise dans le simple incongru. Cette haute personnalité a d'ailleurs manifesté une dernière lueur de bon sens en demeurant anonyme.

Comment cette haute personnalité se permet-elle de déranger les paisibles dîneurs de cette fin de dimanche pour leur dire que Hitler, l'homme qui, en vingt ans, a révolutionné le monde, pèche par orgueil? Bien plus, il s'imagine que cette affirmation diminuera la personnalité du chancelier dans l'esprit des Français.

Pauvre, pauvre France, que nous vous plaignons de tout cœur si vous ne savez plus ce que c'est que l'orgueil. (...)

Vous avez en France perdu le sens du vrai, du juste et du grand. C'est pourquoi vous avez déclaré cette guerre absurde et malfaisante, cette guerre des roquets contre la caravane, cette guerre qui tournera à votre confusion finale et définitive.

Et ce jour-là, Français, vous pleurerez des larmes de sang parce que vos maîtres auront méconnu cette loi primordiale du devenir des hommes: l'orgueil de l'acte accompli pour le salut de tous. Ces hommes, vos chefs n'ont cherché que leur petit et mesquin profit personnel. Ils n'ont pas su être grands, parce qu'on n'est jamais grand quand on ramasse un pourboire, et ces hommes vous ont courbés avec eux. Voilà où vous êtes tombés. Vous ne savez plus comprendre la grandeur et vous avez remplacé l'orgueil par la vanité.

Vous n'avez plus la force de répéter les choses, il n'y a pas pour eux d'autres mots, les choses qui vous ont obligés, Français, à n'être plus vous-mêmes. Vous savez que ce sont de vils juifs. Mais vous les respectez pour l'or qu'ils répandent dans tous les pays du monde, quand il s'agit de défendre une mauvaise cause. Ils ont acheté votre presse, ils ont acheté les consciences. Ils ont acheté les plumes, ils ont acheté les intelligences, et cependant nous acceptons la lutte et nous les mettons au défi.

Contre les vérités morales et les achèvements sociaux du national-socialisme, faites charger les Juifs! N'ayez pas peur qu'ils reculent. Les Juifs ont le courage de toutes les calomnies et de tous les mensonges. Les Juifs constituent les troupes de choc de toutes les ignominies. Appelez au secours, pour voiler la vérité, vos Moro, vos Torrès. Sonnez le grand ralliement des franc-maçonneries internationales, faites donner la cohorte des spéculateurs pour qui le sang des hommes est une marchandise comme une autre. Amenez aussi vos amis, un traître, vous savez de qui je veux parler, soignez-le bien, gardez-le avec soin, vous ne retrouverez jamais son pareil. Il est unique dans son abjection.

(25 février 1940)



Brochure publicitaire de Radio Stuttgart.

Les techniques d'intimidation de Radio Stuttgart: menaces et sous-entendus.

entendre que des communistes «alliés objectifs d'Hitler» renseignaient ses espions. En février, on raconte un peu partout avec force détails probants que Ferdonnet est au courant de tout ce qui se passe en France, à commencer par les déplacements des unités: ces rumeurs ont beau être sans fondement, elles portent.

En fait, les émissions de Stuttgart visent très simplement mais avec une continuité remarquable à désarmer psychologiquement les Français: pourquoi cette guerre stupide alors que les Allemands ne demandent que la paix? Cette guerre a été voulue par des politiciens criminels, par les Juifs et les Anglais, «Les Anglais donnent leurs machines, les Français donnent leurs poitrines»; «Churchill veut faire la guerre jusqu'au dernier Français». Contrairement à ce que l'on croit, l'audience est limitée et occasionnelle; l'écoute est d'ailleurs impraticable à Paris et mauvaise sur la ligne Maginot en raison du brouillage. Mais autant l'influence directe des émissions est faible, autant on la croit forte: leur effet majeur est indirect, il consiste en une auto-intoxication collective qui culmine précisément en février 1940. Le plus grand succès de Goebbels est qu'on croit sa propagande écoutée.

Depuis janvier, le 5e Bureau de l'Etat-Major et les journaux d'extrême-droite affirment qu'Hitler a renoncé à livrer bataille et qu'il a tout misé sur la guerre psychologique, qu'il est en train de gagner celle-ci grâce à Radio Stuttgart et à la complicité communiste: il faut, déclarent-ils, une véritable «direction de l'esprit public» et des mesures de répression intérieure impitoyables.

Ils se rencontrent avec les anti-hitlériens et les nationaux les plus résolus dans le souci de renforcer la propagande de guerre. Curieusement, ceux-là mêmes qui sont les plus hostiles aux principes de la propagande nazie et à ses techniques de soumission des esprits sont les plus convaincus que l'on peut, notamment grâce à la radio, orienter l'esprit public dans le bon sens: ce qui, dans un pays libéral, marque un singulier changement.

C'est dans ce climat que se déroule le débat sur l'information. La critique du Commissariat général et de la Radiodiffusion est aisée. Comme Blum et Pezet le démontrent sans peine, les structures sont inadéquates. La séparation sous des responsables différents de la radiodiffusion et de l'information, le jumelage de l'information et de la censure, l'absence d'une direction unique et d'une inspiration claire ne peuvent donner qu'une propagande incertaine et des émissions peu stimulantes.

...ET L'EFFET GIRAUDOUX

On s'aperçoit un peu tard que Jean Giraudoux est l'homme le plus mal choisi pour diriger l'information de guerre. Ministre plénipotentiaire amoureux de l'Allemagne romantique, «Marivaux de la

TSF», ainsi que l'appelle le ministre des Travaux publics Anatole de Monzie, c'est un esprit subtil, un écrivain précieux; il n'a rien d'un Goebbels et il s'en flatte. Comme dit avec drôlerie le correspondant à Paris de *Life*, ses sentiments envers l'Allemagne «sont comparables à ceux d'un frère dont la sœur se serait mise à faire le trottoir: il en éprouve de la pitié, de l'effroi, de la honte, mais surtout de la tristesse». A la radio, sa voix est mauvaise et la contorsion de la pensée et de la phrase rend ses allocutions inécoutables. Dès la première, le 5 septembre, il n'a pas résisté à l'épreuve du micro: «(...) puisque cette guerre nous est imposée, nous ne la réduirons pas à une équation de poudre, d'acier et d'ypérite.»

Le 22 septembre, alors que la Pologne est écrasée, il a supposé que trois dignitaires nazis parlaient à Hitler et lui exposaient les raisons pour lesquelles l'Allemagne allait être vaincue. Mais si l'on n'avait pas entendu la courte phrase qui introduisait cette fiction, il était impossible de savoir si c'était de l'Allemagne ou de la France qu'il s'agissait.[12]

Il s'est surpassé le 25 novembre, avec ce morceau de haute littérature qui a fait ricaner sur toute la ligne Maginot: «L'homme est à cette chasse qu'est la guerre. Il est parti pour faire sortir du foyer ce tiers, cet intrus qui y pénétrait depuis trois ans, qui y vivait, qui assistait aux repas, qui était là quand on habillait les enfants pour l'école, qui se mettait sans cesse entre le mari et la femme, la mère et le fils et qui était Hitler. Il est parti pour chasser Hitler de la cuisine, du jardin, de la chambre et du cœur de la nuit.»

D'autres éditorialistes, comme Georges Duhamel, sont plus directs; et quand le cardinal Verdier prend le micro pour apporter l'appui de l'épiscopat au gouvernement en guerre, quand Daladier, le 27 janvier, admoneste ceux qui «s'installent dans la guerre» et laisse prévoir la guerre totale, quand Paul Reynaud, le 29 février, annonce et justifie le rationnement, l'écoute est immense et l'impression profonde. Mais ces instants sont rares et la radiodiffusion y a peu de mérite. Si l'une des missions de la Radiodiffusion nationale est de stimuler l'esprit de guerre en expliquant qu'il y a un ennemi et ce qu'il est, il faut reconnaître qu'elle s'en acquitte médiocrement. Comme l'expose en janvier le colonel Gauché, chef du Deuxième Bureau, on devrait moins parler de la liberté du monde et mettre davantage en garde contre le sort de la Pologne[13]. Dans ce sens, on pourrait certainement faire plus et mieux.



Jean Giraudoux.

DES CONTRADICTIONS À SURMONTER

Mais contrairement à ce que croient les néophytes de la propagande, il ne suffit pas d'un langage héroïque ou tonique pour développer l'esprit de guerre. L'insuffisance de la radio à cet égard tient moins aux faiblesses de l'organisation ou au manque de tonus



«Le discours de Daladier», gravure sur bois de René Perrot.

de certains rédacteurs qu'à des causes politiques qui font que cette guerre n'est ni une guerre vraiment nationale, ni une guerre idéologique, et il ne dépend pas de la radio qu'elle devienne l'une ou l'autre. La guerre n'est pas une guerre nationale, car le pays n'est ni envahi ni clairement menacé; elle n'est pas une guerre idéologique parce qu'une large fraction de la droite qui soutient Daladier répugne à l'idée d'une guerre de croisade démocratique, mais plus encore parce que toute propagande antifasciste est paralysée d'avance par la crainte d'irriter Mussolini et de le précipiter dans la conflagration aux côtés de l'Allemagne.

Une seconde contradiction, impossible celle-ci à avouer, résulte du déséquilibre des forces militaires: à coup sûr, une propagande molle risque de démobiliser les esprits; mais jusqu'à quel point le gouvernement peut-il laisser faire une propagande activiste alors que la coalition franco-britannique ne sera pas en mesure de prendre des initiatives militaires importantes avant le printemps de 1941, sinon 1942?

Enfin, une contradiction non moins grave stérilise la propagande radiophonique vers l'Allemagne: comment espérer détacher d'Hitler les démocrates, les ouvriers ou a fortiori les généraux allemands quand au même moment la droite française affirme dans ses journaux qu'il n'y a pas de bons Allemands, qu'il faut démembrer l'Allemagne et même annexer la rive gauche du Rhin, ce à quoi aucun Allemand ne consentirait?

Tout compte fait, le manque de conviction qu'on reproche à la



Le Matin

57e ANNÉE – N° 20.502 ★★★★★★ SAMEDI 11 MAI 1940

LES ALLEMANDS ENVAHISSENT LA HOLLANDE, LA BELGIQUE ET LE LUXEMBOURG

LES ALLIÉS ONT FRANCHI LA FRONTIÈRE BELGE RÉPONDANT A L'APPEL DE BRUXELLES ET DE LA HAYE

Hollandais et Belges résistent aux troupes du Reich

En France, les avions allemands ont bombardé des objectifs non militaires civils ont été tués, une blessés

Sur le front français il semble que les opérations aient commencé dans la région de la Moselle

FAISONS CONFIANCE A NOS SOLDATS ET A LEURS CHEFS

QUE LE PAYS TOUT ENTIER SOIT A LA HAUTEUR DE CEUR VAILLANCE

M. Paul Reynaud élargit son cabinet

MM. LOUIS MARIN ET TARDIEU-GRAY DEVIENNENT MINISTRES D'ETAT

M. Winston Churchill devient premier ministre

M. NEVILLE CHAMBERLAIN AVAIT REMIS SA DEMISSION AU ROI

LE SECOURS APPORTÉ A LA HOLLANDE ET A LA BELGIQUE SERA FORMIDABLE

UN ORDRE DU JOUR AUX TROUPES DU GÉNÉRAL GAMELIN

Toutes les forces ouvrières doivent s'employer à la défense du pays

Tel est l'ordre donné hier par la C. G. T.

L'ambassadeur américain au palais Chigi

« La France calme et forte est debout »

« C'EST L'HEURE DU RASSEMBLEMENT »

déclare M. Paul Reynaud dans une allocution radiodiffusée

PROPOS D'UNE PARISIENNE

La «une» du Matin *du 11 mai 1940.*

propagande de guerre et en premier lieu à la radio résulte d'abord des ambiguïtés de la politique nationale et des divisions de l'opinion publique.

On ajoutera que si Daladier n'a nullement sous-estimé le pouvoir de la radio (que soulignent avec insistance les rapports reçus de province)[14], lui-même et son entourage sont beaucoup plus attentifs à la presse écrite – et pour cause: des opposants l'y prennent journellement à partie. La presse reste, en effet, une composante essentielle du débat politique, ce qui n'est pas le cas de la radio.

L'arrivée au pouvoir, le 20 mars 1940, de Paul Reynaud, partisan d'une politique de guerre beaucoup plus dynamique, ne peut man-

quer de retentir sur la radio: le Commissariat général laisse place à un ministère de l'Information confié à Ludovic Oscar Frossard* auquel, le 1er avril, la radio est subordonnée. Voilà réalisée l'unité de direction et d'inspiration réclamée par Blum et Pezet en février. Un ton plus ferme se fait entendre sur les ondes.

Mais avant que Frossard, son ministère et sa radio aient fait leurs preuves, les Allemands attaquent; le 12 mai au soir, ils sont à Sedan.

La vraie bataille des ondes

C'est avec la bataille de la Meuse que commence la vraie bataille des ondes. Du 16 au 21 mai, la percée allemande à Sedan, la menace sur Paris, la prise d'Amiens et d'Abbeville provoquent l'accablement. Le moral tiendra-t-il?

SOUS LE «BOMBARDEMENT PSYCHOLOGIQUE»

Pour briser le moral français, Goebbels a déclenché un bombardement psychologique sans précédent, tel qu'on n'en connaîtra plus avant l'offensive alliée de 1944. Non seulement il fait diffuser presque toutes les heures de midi à minuit une émission de nouvelles allemandes en français, mais tous les émetteurs capturés par la Wehrmacht entrent dans le concert: Hilversum, Bruxelles, Luxembourg, Lille, tous contre la France; à partir du 3 juin la totalité des émetteurs allemands assurent les relais en français pour déjouer le brouillage. Goebbels dispose en outre de deux postes «noirs» supposés émettre de France: «La Voix de la paix – Réveil de la France, poste de la révolution française nationale», et «Radio Humanité». Il les a lancés au début de 1940 en réplique à la création du côté français des deux postes pseudo-clandestins, les «radios allemande et autrichienne de la liberté»; il ne cesse d'accroître leur puissance.

Si l'on ajoute que Radio Madrid célèbre la toute-puissance des armées allemandes, que Rome s'affirme solidaire du Reich, que Radio Moscou émet depuis le 20 mai sur grandes ondes et concourt aussi à l'offensive de démoralisation, l'auditeur français est assiégé de voix hostiles. Mis à part la Suisse romande, c'est la coalition des ondes européennes contre les Franco-Anglais. La tentation d'écouter la radio allemande est d'autant plus grande que le communiqué de la Wehrmacht diffusé en début d'après-midi a pratiquement dix-huit heures d'avance sur ce qu'annoncera le communiqué français du lendemain matin et que, d'autre part, Stuttgart diffuse des listes de prisonniers français.

La consigne énoncée par Goebbels lors de la conférence de directives du 17 mai est de *créer par tous les moyens une atmosphère*

* Ludovic Oscar Frossard, secrétaire général du Parti communiste à sa fondation, avait rejoint la SFIO en 1924. Il s'en était écarté dix ans plus tard sur le problème de la participation des socialistes aux gouvernements modérés. Ministre des Travaux publics du gouvernement Daladier jusqu'en novembre 1938.

de panique en France[15]. L'objectif est double: dans l'immédiat, provoquer le désordre sur les arrières des armées françaises, à moyen terme préparer les Français à capituler et provoquer, si possible, une révolution à Paris. S'il est certain que la radio allemande attire une audience élargie, elle ne peut empêcher un redressement vigoureux du moral français; il est dû à l'énergie de Reynaud, à la présence à ses côtés de Pétain et à la nomination de Weygand à la tête des armées en remplacement de Gamelin, mais la radio française y contribue largement. La radio et la presse chantent l'héroïsme français, célèbrent la «victoire» qu'est le rembarquement de Dunkerque et ne reculent pas devant le bourrage de crâne. Jusqu'au 10 ou 11 juin l'opinion publique ainsi dopée tient bon, même si beaucoup oscillent entre l'espoir de la victoire et le désir d'un armistice. Toutes les radios de Goebbels ne peuvent pas empêcher le sursaut des armées françaises qui, du 5 au 10 juin, malgré les défaillances de mai, combattent avec le même acharnement qu'en 1914-18 sur la Somme et sur l'Aisne.

C'est seulement à partir des 10 et 11 juin, c'est-à-dire lorsque la ligne Weygand est percée, que le moral s'effondre: les radios de Goebbels contribuent alors à coup sûr au désarroi par leurs émissions de terreur; mais il n'y a pas besoin d'elles pour que dans l'immense confusion de l'exode la déroute des esprits aille de pair avec la déroute des armées.

La Fédération rappelle les indications transmises hier à toutes les stations privées à savoir:

Que les programmes doivent être légèrement remaniés afin de supprimer les émissions comiques ou triviales.

Il est recommandé d'utiliser les musiques militaires, les enregistrements de Grands orchestres, vous pouvez donner de la musique légère, pot-pourri, accordéon de préférence.

Surveillez surtout les chansons.

Il faut également éliminer les disques publicitaires comiques ou de mauvais aloi et les remplacer par le speaker.

(11 mai 1940)

Les consignes de censure au moment de l'Offensive.

LES RADIOS DE L'AGONIE

Dans les villes du Centre et du Midi que les Panzers n'ont pas encore atteintes, nombreux sont les hommes et les femmes qui dans l'angoisse des nouvelles tournent tous les boutons de leur récepteur pour écouter n'importe quoi, Radio Paris (qui continue d'émettre malgré l'occupation de Paris jusqu'au 17 juin, tant que l'émetteur d'Allouis reste hors de portée de l'ennemi), Londres, Luxembourg, Rome, Sottens. Les sept millions de réfugiés sur les routes, les 600000 soldats qui font retraite vers le sud s'arrêtent, s'ils le peuvent, pour écouter la radio nationale aux haltes de midi et du soir. Les journaux ne paraissent plus que dans la moitié sud du pays et sont diffusés irrégulièrement. La radio et un téléphone trop souvent coupé restent les seuls moyens d'échange et d'information. Les derniers faits de guerre, les actes du gouvernement qui jalonnent le désastre, c'est par la radio qu'on les apprend; les réactions les plus significatives sont celles qui se déroulent devant les haut-parleurs des TSF: le 14 juin au soir, après l'occupation de Paris, l'appel radiodiffusé de Paul Reynaud appelant à la résistance jusqu'au bout semble pour la première fois sonner faux; le 17 juin à 11 h 30 et à 13 h 30 l'appel de Pétain annonçant que son gouvernement demande un armistice est accueilli dans les auberges, dans



L'exode.

les cafés, à toutes les haltes de l'exode par des pleurs et des applaudissements mêlés.

Dans ce pays qui n'en peut plus, la phrase du Maréchal: «C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat», a un retentissement immense; elle casse la résistance en Normandie, entre Loire et Cher et en Lorraine. Bien plus, dès l'après-midi, la fausse nouvelle se répand dans de nombreuses localités que *l'armistice est signé*. Le commandement s'échinera toute la soirée du 17 juin, toute la nuit du 17 au 18 à téléphoner partout que les combats continuent; les Allemands profitent du flottement; sur la lancée de l'allocution radiodiffusée de Pétain, Rommel atteint presque sans coup férir, le 18, les abords de Cherbourg. C'est par les ondes de la BBC en français que certains apprennent, au soir du 18, qu'un général français les invite de Londres à poursuivre le combat. C'est par la radio nationale que le pays apprend la signature de l'armistice allemand le 22 juin – et certains sanglotent quand d'autres sautent de joie – qu'il prend connaissance, le 23 juin, des premières explications orageuses entre Pétain et Churchill, qu'il apprend enfin l'entrée en vigueur des armistices le 24 juin.

En vertu de la convention d'armistice, toutes les stations françaises cessent d'émettre à partir du 25 juin à 0 h 30. Le silence sur les ondes durera jusqu'au 5 juillet. C'est plus qu'un baisser de rideau, plus qu'un entracte. Le silence de la radio souligne la chute de la France et prélude à la mort de la République.

Si depuis septembre 1939 l'action d'information et de propagande a été embarrassée et parfois maladroite, la radio elle-même n'a pas démérité et ses efforts d'improvisation et d'adaptation ont été, au contraire, méritoires. Sa seule part de responsabilité dans la défaite, à supposer qu'elle en ait eu une, est d'avoir contribué à engourdir les énergies par un optimisme de commande; mais le «Sedan radiophonique» qui aurait été infligé à la France n'a jamais existé que dans l'imagination de Goebbels. Ce qui n'épargne pas à la radio de partager le discrédit qui accable la République.

II. Epoque nouvelle, radio nouvelle? Juin 1940-avril 1942

La défaite et l'occupation placent la radiodiffusion dans une situation tout à fait paradoxale. En dépit de l'existence des postes privés, l'administration des PTT avait constamment affirmé le principe de la souveraineté de l'Etat sur les ondes. Voici qu'une puissance étrangère dispose d'une grande partie de l'infrastructure d'émission, décide des heures de programmation, ne laissant à l'Etat français qu'une étroite marge d'action.

C'est dans le cadre d'une souveraineté limitée, contrôlée, dépendante du bon vouloir de l'occupant que le gouvernement de Vichy doit envisager la réorganisation de la radiodiffusion.

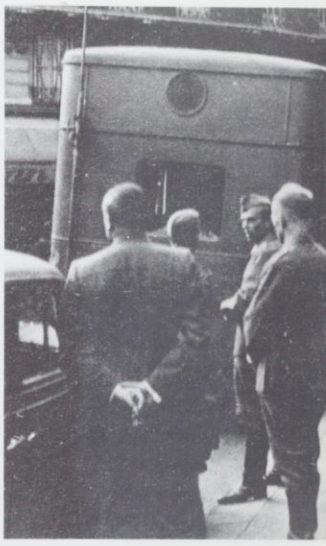
Cette réorganisation est d'autant plus urgente et nécessaire pour les dirigeants que la nature même du nouvel Etat l'oblige à utiliser la radio comme arme de propagande. Régime autoritaire fondé sur la personnalité du maréchal Pétain, l'Etat français modifie les principes traditionnels du fonctionnement de la démocratie. Il supprime les élus: entre le chef et l'opinion doit s'instaurer une relation de type personnel, sans intermédiaire. Régime réactionnaire, Vichy entend reconstruire la France sur des idéaux qui «régénéreront» la Nation en effaçant les valeurs républicaines. La devise de cette Révolution nationale, «Travail, Famille, Patrie», résume le nouvel ordre moral auquel les Français devront adhérer. Enfin, régime contesté depuis sa fondation, Vichy doit affirmer sa légitimité face à la dissidence gaulliste. Le discours radiodiffusé du maréchal Pétain, le 17 juin 1940, annonçant la demande d'armistice et celui du général de Gaulle, le 18, appelant au contraire à la poursuite de la lutte, ouvrent une guerre civile des ondes qui emporte les hésitations et les scrupules des dirigeants d'avant-guerre. Le micro n'est plus seulement un moyen de communication. Il devient une arme véritable parce que des temps nouveaux en font un indispensable moyen de gouvernement et de lutte.

Emettre, mais à quelles conditions?

UNE SOUVERAINETÉ LIMITÉE, UNE INFRASTRUCTURE MÉDIOCRE

Les opérations militaires de mai et juin 1940 n'avaient pas gravement endommagé le réseau d'émetteurs français qui demeurait à peu près intact.[16] L'article 14 de l'armistice de juin 1940 impose la cessation des émissions, mais le gouvernement de Vichy

obtient rapidement l'usage des émetteurs situés en zone non occupée, peut-être grâce à Goebbels, soucieux de laisser subsister une propagande française mieux reçue de l'opinion que celle des vainqueurs. Le partage du réseau d'émetteurs entre les Allemands et le gouvernement de Vichy correspond exactement à la ligne de démarcation. Les autorités d'occupation disposent des installations les plus puissantes, avec notamment l'émetteur grandes ondes d'Allouis. La Propaganda Abteilung* fait démarrer Radio Paris, un ensemble de cinq émetteurs, dont le personnel d'exploitation est d'ailleurs payé par l'Etat français. Mais Vichy n'aura jamais droit de regard sur ce grand poste qui couvre la totalité du territoire et dont les programmes, en langue française, sont réalisés en grande partie par des journalistes, animateurs et réalisateurs français sous la tutelle de responsables allemands[17]. L'Etat français ne dispose d'aucun moyen de liaison radiophonique directe avec la zone nord. Il obtient seulement, en octobre 1940, la possibilité de faire diffuser





Le découpage de la France occupée.

* La Propaganda Abteilung, créée le 18 juillet 1940, relève du commandement militaire allemand en France (M B H, Militär Befehlshaber in Frankreich), mais elle est étroitement liée au ministère de la Propagande de Berlin dont elle reçoit directives et matériel. Cf. Elisabeth Dunan, «La Propaganda Abteilung de France, tâches et organisation», *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, octobre 1951, nº 4, p. 19-32.